



Communiqué de l'intersyndicale éducation du Bas-Rhin

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation Recherche Publiques Alsace, FNEC-FP FO, SUD éducation Alsace, CGT éduc'action dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

Dans notre académie, ce sont 66 postes d'enseignant-es qui seront supprimés (12 dans le 2nd degré et 54 dans le 1er degré, pour moitié dans chacun des départements). Aucune création n'est prévue pour les postes de CPE et d'administratifs et seulement 2,3 postes et 2 postes respectivement pour les assistant-es de service social et les infirmier-ères alors que les besoins sont criants, au moment où la santé mentale d'un nombre croissant d'élèves inquiète.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. **Dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, chantage aux moyens pour maintenir des groupes de niveau...** Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Des actions ont déjà été menées, comme un rassemblement devant le Rectorat suite à la baisse de la DHG au lycée Jean Monnet à Strasbourg. D'autres sont prévues (vote contre les DHG, collège mort, audiences...).

Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

Dans le premier degré, les cartes scolaires vont débiter dès la semaine prochaine et elles vont s'accompagner de l'annonce d'une centaine de fermetures de classes dans le Bas-Rhin, avec la contrainte mise sur la création des PAS, en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Nous dénonçons ce budget 2026, synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale. Cette fuite en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.

C'est pourquoi l'intersyndicale FSU, UNSA Éducation, CFTD Éducation Formation et Recherche Publiques Alsace, FNEC-FP FO, SUD éducation Alsace, CGT éduc'action appelle les collègues à la grève le 31 mars 2026 et à participer à la manifestation dès 14h Place de la Bourse à Strasbourg.